



Déclaration de la CGT au Cneser du 19 mai 2022

Faire du 21 juin une journée d'action pour faire entendre la voix de tous les établissements de recherche

Actuellement dans de nombreux établissements publics de recherche, des intersyndicales naissent, les personnels se mobilisent.

Que ce soit au CNES, mobilisé contre les objectifs et les indicateurs du contrat d'objectifs et de performance et pour le maintien du pouvoir d'achat, que ce soit au BRGM, au CEA, comme à l'ONERA, les questions centrales des missions et des moyens sont posées par les personnels.

La presse commence à se faire l'écho des mobilisations en cours au sein d'organismes plus habitués à faire les titres des journaux sur leurs réussites scientifiques et techniques que sur le mécontentement de leurs salarié.es.

Au sein des EPIC recherche, comme dans les EPST, et plus généralement dans les grands établissements publics de l'État, le mécontentement et l'inquiétude sont partout palpables.

Depuis trop longtemps nous vivons des attaques régulières contre le statut des personnels, les salaires et les missions de nos différents organismes. Un cap est actuellement en train d'être franchi. Nos organismes sont sommés par leurs tutelles de rendre les armes, d'abandonner leurs missions, voire de se recentrer sur l'aide et le soutien aux start-ups, en un mot, de réduire l'intérêt général de la science et de la nation à celui de l'industrie et du privé.

Ces organismes, dont le rôle a été crucial au fil des années pour que la France tienne son rang dans le monde en matière de science et de techniques et ce, souvent avec des moyens réduits, sont aujourd'hui sommés de se mettre au service exclusif des intérêts privés, de devenir des organismes de financement, de subventionnement de projets souvent nébuleux, de transférer leurs savoirs et savoir-faire. Les tutelles veulent mesurer demain l'efficacité de nos établissements au nombre de start-ups subventionnées, au nombre de contrats d'achats passés au privé, aux pans d'activités publiques abandonnés, cédés aux intérêts privés.

Cette politique est mise en place sans aucune concertation avec les salarié.es qui ont eux les compétences et l'expertise et sans garantie d'aucune sorte. La subvention ne permet qu'un contrôle succinct et superficiel quant à l'usage de l'argent public, elle ne s'accompagne d'aucune exigence particulière quant à l'utilisation d'équipements ou de composants français ou européens, pas plus qu'elle ne garantit à terme le maintien en France ou en Europe des innovations ainsi subventionnées qui pourront être revendues aux plus offrants.

La privatisation de la recherche publique et le pillage de ses ressources sont en marche. Les ministères de tutelle demandent aux chercheur.euses et ingénieur.es de mettre à disposition des intérêts privés sans contrôle et sans limite leurs savoirs et savoir-faire, de financer les projets d'entreprises dont certaines n'ont pas d'autre raison d'exister que de capter la manne publique.

1 milliard 500 millions d'euros vont, dans le cadre de France 2030, nourrir l'appétit grandissant des start-ups du spatial. Dans combien d'autres secteurs encore le même mécanisme est-il en cours ? Ce que nous voyons, c'est que nous sommes clairement à un moment de bascule.

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des EPIC recherche, ainsi que l'ensemble des établissements qui le souhaitent à se rassembler largement et à organiser une journée nationale d'action le 21 juin prochain. Une journée où tous les établissements se mobiliseront pour dire ensemble que cela suffit, que nous ne laisserons pas brader ni nos missions, ni nos organismes, ni les salaires des personnels.